

Délibération affichée à l'Hôtel de Ville  
et transmise au représentant de l'Etat  
le 15 avril 2019

## **CONSEIL DE PARIS**

### **Extrait du registre des délibérations**

-----

**Séance des 1,2, 3 et 4 avril 2019**

**2019 V.177** Vœu relatif au projet Europa City, au projet CARMA et à l'avenir des terres agricoles du Triangle de Gonesse

-----

**Le Conseil de Paris,**

Considérant l'annulation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gonesse par un jugement du tribunal administratif le 12 mars dernier ;

Considérant les vœux présentés en Conseil de Paris sur ce sujet et les oppositions à ce projet exprimées par plusieurs groupes politiques ;

Considérant les avis divergents par les collectivités locales impactées directement par ce projet ;

Considérant la mobilisation citoyenne et l'intérêt des Grand-Parisiens pour ce projet ;

Considérant l'aspect métropolitain et régional de ce projet d'envergure ;

Considérant la nécessaire coordination des acteurs à l'échelle du Grand Paris concernant l'avenir des terres agricoles et leur préservation ;

Considérant la perte importante de terres agricoles dans la dernière décennie en Ile de France ;

Considérant la demande croissante des Parisien.ne.s en faveur d'une alimentation de qualité et de proximité ;

Considérant la volonté de la Ville de Paris de favoriser les circuits courts ;

Considérant le potentiel agricole du Triangle de Gonesse ;

Considérant les orientations affichées tant par la Métropole du Grand Paris que la Région Ile de France dans ses documents stratégiques en matière de lutte contre le dérèglement climatique et d'aménagement du territoire ;

Considérant le projet alternatif CARMA ;

Considérant le vœu de l'exécutif relatif au même sujet voté au Conseil de Paris de février ;

Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu :

Que l'annulation du PLU de la ville de Gonesse soit l'occasion d'organiser un grand débat à l'échelle métropolitaine sur le projet Europa City et le projet alternatif CARMA dans les instances adéquates telles que la Métropole du Grand Paris et la Région Île-de-France, afin que les groupes politiques puissent s'exprimer sur l'opportunité de ce projet et entendre l'avis des collectivités locales impactées par ce projet.